

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203788]

2 MAI 2019. — Décret modifiant divers décrets en vue d'insérer des clauses environnementales, sociales et éthiques dans les marchés publics subsidiés par la Région wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le chapitre II, section III, du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. L'utilisation des subventions, octroyées dans le cadre de la présente section et relative à un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion, dans les documents de marché relatifs à ces travaux, d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

Le Gouvernement précise la portée de ces clauses et en fixe les modalités d'insertion. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut fixer des seuils à partir desquels elles sont insérées. ».

Art. 2. Dans le chapitre III du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, il est inséré un article 29bis rédigé comme suit :

« Art. 29bis. L'utilisation de la subvention visée à l'article 29 et relative à un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion dans les documents de marché relatifs à ces travaux, d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

Le Gouvernement précise la portée de ces clauses et en fixe les modalités d'insertion. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut fixer des seuils à partir desquels elles sont insérées. ».

Art. 3. Dans le chapitre IV du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, il est inséré un article 61bis rédigé comme suit :

« Art. 61bis. L'utilisation des subventions visées dans cette section et relatives à un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion dans les documents de marché relatifs à ces travaux, d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

Le Gouvernement précise la portée de ces clauses et en fixe les modalités d'insertion. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut fixer des seuils à partir desquels elles sont insérées. ».

Art. 4. Dans le chapitre IVbis du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, il est inséré un article 78ter rédigé comme suit :

« Art. 78ter. L'utilisation de la subvention, octroyée dans le cadre du présent chapitre et relative à un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion dans les documents de marché relatifs à ces travaux, d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

Le Gouvernement précise la portée de ces clauses et en fixe les modalités d'insertion. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut fixer des seuils à partir desquels elles sont insérées. ».

Art. 5. L'article 26quater du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, inséré par le décret du 11 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26quater. L'utilisation de la subvention, octroyée dans le cadre du présent décret et relative à un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion dans les documents de marché relatifs à ces travaux, d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

Le Gouvernement précise la portée de ces clauses et en fixe les modalités d'insertion. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut fixer des seuils à partir desquels elles sont insérées.

Le demandeur justifie les clauses environnementales visées à l'alinéa 1^{er} par référence notamment :

1° à l'amélioration de la performance énergétique de l'infrastructure pour laquelle la subvention est sollicitée;

2° le cas échéant, dans le cas d'une demande portant sur une infrastructure à usage de piscine, au traitement de l'eau en vue, entre autres, de réduire l'usage du chlore. ».

Art. 6. L'article D.V.13, § 5, du Code de Développement territorial, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'utilisation de la subvention, octroyée dans le cadre du paragraphe 2 et relative à un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion, dans les documents de marché relatifs à ces travaux, d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

Le Gouvernement précise la portée de ces clauses et en fixe les modalités d'insertion. Par dérogation à l'alinéa 3, le Gouvernement peut fixer des seuils à partir desquels elles sont insérées. ».

Art. 7. L'article D.V.14 du même Code est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'utilisation de la subvention, octroyée dans le cadre du paragraphe 2 et relative à un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion, dans les documents de marché relatifs à ces travaux, d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

Le Gouvernement précise la portée de ces clauses et en fixe les modalités d'insertion. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut fixer des seuils à partir desquels elles sont insérées. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal, et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1324 (2018-2019) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203788]

2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung von verschiedenen Dekreten zur Einfügung von ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln in die von der Wallonischen Region bezuschussten öffentlichen Aufträge (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Kapitel II, Abschnitt III des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, wird ein Artikel 8/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 8/1. Die Verwendung der Subventionen, die im Rahmen des vorliegenden Abschnitts für einen Bauauftrag gewährt werden, unterliegt der Einfügung in die Dokumente des Auftrags für diese Bauleistungen einer oder mehrerer Umweltklauseln, einer oder mehrerer Sozialklauseln und einer oder mehrerer ethischer Klauseln zur Bekämpfung des Sozialdumpings.

Die Regierung bestimmt die Tragweite dieser Klauseln und legt deren Einfügungsmodalitäten fest. In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung Schwellen festlegen, ab denen sie eingefügt werden."

Art. 2 - In Kapitel III des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse wird ein Artikel 29**bis** mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 29**bis**. Die Verwendung der in Artikel 29 genannten Subvention für einen Bauauftrag unterliegt der Einfügung in die Dokumente des Auftrags für diese Bauleistungen einer oder mehrerer Umweltklauseln, einer oder mehrerer Sozialklauseln und einer oder mehrerer ethischer Klauseln zur Bekämpfung des Sozialdumpings.

Die Regierung bestimmt die Tragweite dieser Klauseln und legt deren Einfügungsmodalitäten fest. In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung Schwellen festlegen, ab denen sie eingefügt werden."

Art. 3 - In Kapitel IV des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse wird ein Artikel 61**bis** mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 61**bis**. Die Verwendung der in diesem Abschnitt genannten Subventionen für einen Bauauftrag unterliegt der Einfügung in die Dokumente des Auftrags für diese Bauleistungen einer oder mehrerer Umweltklauseln, einer oder mehrerer Sozialklauseln und einer oder mehrerer ethischer Klauseln zur Bekämpfung des Sozialdumpings.

Die Regierung bestimmt die Tragweite dieser Klauseln und legt deren Einfügungsmodalitäten fest. In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung Schwellen festlegen, ab denen sie eingefügt werden.“

Art. 4 - In Kapitel *IVbis* des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse wird ein Artikel *78ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *78ter*. Die Verwendung der Subvention, die im Rahmen des vorliegenden Kapitels für einen Bauauftrag gewährt wird, unterliegt der Einfügung in die Dokumente des Auftrags für diese Bauleistungen einer oder mehrerer Umweltklauseln, einer oder mehrerer Sozialklauseln und einer oder mehrerer ethischer Klauseln zur Bekämpfung des Sozialdumpings.

Die Regierung bestimmt die Tragweite dieser Klauseln und legt deren Einfügungsmodalitäten fest. In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung Schwellen festlegen, ab denen sie eingefügt werden.“

Art. 5 - Artikel *26quater* des Dekrets vom 25. Februar 1999 über die Zuschüsse, die für bestimmte Investitionen im Bereich der Sportinfrastrukturen gewährt werden, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. *26quater*. Die Verwendung der Subvention, die im Rahmen des vorliegenden Dekrets für einen Bauauftrag gewährt wird, unterliegt der Einfügung in die Dokumente des Auftrags für diese Bauleistungen einer oder mehrerer Umweltklauseln, einer oder mehrerer Sozialklauseln und einer oder mehrerer ethischer Klauseln zur Bekämpfung des Sozialdumpings.

Die Regierung bestimmt die Tragweite dieser Klauseln und legt deren Einfügungsmodalitäten fest. In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung Schwellen festlegen, ab denen sie eingefügt werden.

Der Antragsteller rechtfertigt die in Absatz 1 erwähnten Umweltklauseln, indem er sich u.a. auf Folgendes bezieht:

1° Verbesserung der Energieeffizienz der Infrastruktur, für welche die Subvention beantragt wird;

2° ggf. im Falle eines Antrags bezüglich einer als Schwimmbad dienenden Infrastruktur, Behandlung des Wassers u.a. zur Reduzierung der Verwendung von Chlor.“

Art. 6 - Artikel D.V.13° § 5 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Verwendung der Subvention, die im Rahmen des § 2 für einen Bauauftrag gewährt wird, unterliegt der Einfügung in die Dokumente des Auftrags für diese Bauleistungen einer oder mehrerer Umweltklauseln, einer oder mehrerer Sozialklauseln und einer oder mehrerer ethischer Klauseln zur Bekämpfung des Sozialdumpings.

Die Regierung bestimmt die Tragweite dieser Klauseln und legt deren Einfügungsmodalitäten fest. In Abweichung von Absatz 3 kann die Regierung Schwellen festlegen, ab denen sie eingefügt werden.“

Art. 7 - Artikel D.V.14 desselben Gesetzbuches wird durch einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Die Verwendung der Subvention, die im Rahmen des § 2 für einen Bauauftrag gewährt wird, unterliegt der Einfügung in die Dokumente des Auftrags für diese Bauleistungen einer oder mehrerer Umweltklauseln, einer oder mehrerer Sozialklauseln und einer oder mehrerer ethischer Klauseln zur Bekämpfung des Sozialdumpings.

Die Regierung bestimmt die Tragweite dieser Klauseln und legt deren Einfügungsmodalitäten fest. In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung Schwellen festlegen, ab denen sie eingefügt werden.“

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1324 (2018-2019) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2019

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203788]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van verschillende decreten met het oog op de opnemings van sociale, ethische en milieuclausules in de overheidsopdrachten gesubsidieerd door het Waalse Gewest (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In hoofdstuk II, afdeling III, van het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 8/1. Het gebruik van subsidies die in het kader van deze afdeling en betreffende een overheidsopdracht voor de aanneming van werken worden toegekend, is afhankelijk van de opname, in de opdrachtdocumenten betreffende deze werken, van een of meer milieuclausules, een of meer sociale clausules en een of meer ethische clausules ter bestrijding van sociale dumping.

De Regering specificeert de draagwijdte van deze clausules en bepaalt de modaliteiten van de invoeging ervan. In afwijking van lid 1 kan de regering drempels vaststellen waarboven zij worden ingevoegd.

Art. 2. In hoofdstuk III van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, wordt een artikel 29bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 29bis. De in artikel 29 bedoelde toelage voor een overheidsopdracht voor de aanneming van werken kan slechts worden gebruikt indien in de opdrachtdocumenten betreffende deze werken een of meer milieuclausules, een of meer sociale clausules en een of meer ethische clausules ter bestrijding van sociale dumping zijn opgenomen.

De Regering specificeert de draagwijdte van deze clausules en bepaalt de modaliteiten van de invoeging ervan. In afwijking van lid 1 kan de regering drempels vaststellen waarboven zij worden ingevoegd."

Art. 3. In hoofdstuk IV van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, wordt een artikel 61bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 61bis. De in deze afdeling bedoelde toelagen voor een overheidsopdracht voor de aanneming van werken kan slechts worden gebruikt indien in de opdrachtdocumenten betreffende deze werken een of meer milieuclausules, een of meer sociale clausules en een of meer ethische clausules ter bestrijding van sociale dumping zijn opgenomen.

De Regering specificeert de draagwijdte van deze clausules en bepaalt de modaliteiten van de invoeging ervan. In afwijking van lid 1 kan de regering drempels vaststellen waarboven zij worden ingevoegd."

Art. 4. In hoofdstuk IVbis van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, wordt een artikel 78ter ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 78ter. Het gebruik van subsidies die in het kader van dit hoofdstuk en betreffende een overheidsopdracht voor de aanneming van werken worden toegekend, is afhankelijk van de opname, in de opdrachtdocumenten betreffende deze werken, van een of meer milieuclausules, een of meer sociale clausules en een of meer ethische clausules ter bestrijding van sociale dumping.

De Regering specificeert de draagwijdte van deze clausules en bepaalt de modaliteiten van de invoeging ervan. In afwijking van lid 1 kan de regering drempels vaststellen waarboven zij worden ingevoegd."

Art. 5. Artikel 26quater van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, wordt vervangen als volgt:

« Art. 26quater. Het gebruik van subsidies die in het kader van dit decreet en betreffende een overheidsopdracht voor de aanneming van werken worden toegekend, is afhankelijk van de opname, in de opdrachtdocumenten betreffende deze werken, van een of meer milieuclausules, een of meer sociale clausules en een of meer ethische clausules ter bestrijding van sociale dumping.

De Regering specificeert de draagwijdte van deze clausules en bepaalt de modaliteiten van de invoeging ervan. In afwijking van lid 1 kan de regering drempels vaststellen waarboven zij worden ingevoegd.

De aanvrager motiveert de in de eerste alinea bedoelde milieuclausules door met name te verwijzen naar:

1° de verbetering van de energieprestatie van de infrastructuur waarvoor de subsidie wordt aangevraagd;

2° desgevallend, in het geval van een aanvraag betreffende een zwembadinfrastructuur, de waterbehandeling, meer bepaald om het chloorgebruik te verminderen."

Art. 6. Artikel D.V.13, § 5, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"Het gebruik van subsidies die in het kader van het paragraaf 2 en betreffende een overheidsopdracht voor de aanneming van werken worden toegekend, is afhankelijk van de opname, in de opdrachtdocumenten betreffende deze werken, van een of meer milieuclausules, een of meer sociale clausules en een of meer ethische clausules ter bestrijding van sociale dumping.

De Regering specificeert de draagwijdte van deze clausules en bepaalt de modaliteiten van de invoeging ervan. In afwijking van lid 1 kan de regering drempels vaststellen waarboven zij worden ingevoegd."

Art. 7. Artikel D.V.14 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

" § 3. Het gebruik van subsidies die in het kader van het paragraaf 2 en betreffende een overheidsopdracht voor de aanneming van werken worden toegekend, is afhankelijk van de opname, in de opdrachtdocumenten betreffende deze werken, van een of meer milieuclausules, een of meer sociale clausules en een of meer ethische clausules ter bestrijding van sociale dumping.

De Regering specificeert de draagwijdte van deze clausules en bepaalt de modaliteiten van de invoering ervan. In afwijking van lid 1 kan de regering drempels vaststellen waarboven zij worden ingevoegd.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1324 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2019/14126]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 19 juillet 2019, Madame Emilie DE COCK est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Mobilité et Transports dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} mai 2019.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la Poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2019/14126]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 19 juli 2019, wordt mevrouw Emilie DE COCK benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 mei 2019.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2019/41430]

Changement d'adresse Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC)

L'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC) est depuis 15/07/2019 établi au 3^e étage, Rue de la Régence 63, à 1000 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2019/41430]

Adreswijziging Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV)

Het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) is vanaf 15/07/2019 gevestigd op de 3^{de} verdieping in de Regentschapstraat 63 te 1000 Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2019/41884]

Personnel. — Démission

Par arrêté royal du 23 mars 2019, démission de ses fonctions est accordée à partir du 1^{er} janvier 2019 à Mme Samantha ZAKKA, agent de l'Etat au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans la classe A1 avec le titre d'attaché.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2019/41884]

Personeel. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 23 maart 2019, wordt Mevr. Samantha ZAKKA, rijksambtenaar bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie in de klasse A1 met de titel van attaché, ontslag uit haar ambt verleend met ingang van 1 januari 2019.